

Intervention Jean-Paul Lecoq  
Séance publique  
Budget Gestion des finances publiques et des ressources  
humaines ; Action et transformation publique

Mes chers collègues,

Je souhaite concentrer mon propos sur l'état de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects en France qui est extrêmement inquiétante.

Le budget de la DGDDI est un véritable paradoxe : il est question, en prévision du Brexit d'embaucher 700 douaniers sur 3 ans, dont 350 dès 2019, tout en supprimant 100 postes, dans la continuité de la suppression de 6000 postes de douaniers en 20 ans.

700 douaniers en plus, cette augmentation semble très largement sous-estimée, ce qui est très grave, et sera lourd de conséquences.

Le Brexit, vous le savez M. le Ministre, pose un gigantesque problème frontalier.

La façade maritime française partage une frontière directe avec le Royaume-Uni, mais également un très grand nombre d'entrées aériennes et terrestres.

Des espaces aussi différents que la Gare du Nord à Paris, à Dieppe, à Roscoff, à Marne-la-Vallée, et partout où des compagnies aériennes ont des lignes France-Royaume-Uni.

Dans à peine 4 mois, il faudra donc des bureaux de douane dans tous ces lieux pour que la frontière française ne soit pas totalement une passoire.

Mais les bureaux de contrôle ne sont même pas encore construits et les contrôles à venir seront fait par des fonctionnaires qui n'auront pas les moyens humains d'effectuer ce travail.

Alors que le résultat du vote pour le Brexit a été connu le 24 juin 2016, rien n'a été fait par l'État pour anticiper les choses. Il s'est écoulé deux PLF pour rien et là, au troisième PLF, alors que nous sommes dos au mur, il est question seulement maintenant d'embaucher des douaniers.

Cela sent la précipitation puisque finalement, les 300 emplois qui vont être pourvus en 2019 ne pourront que compenser les sous-effectifs.

Donc, les augmentations de postes liées au Brexit ne permettront pas de modifier la faiblesse des douanes françaises.

La situation douanière dans les ports français comme au Havre pose d'ailleurs de sérieux problèmes de fiabilité du fait d'un manque criant de matériel et de personnel : c'est moins de 0,5% des 2,5 millions de conteneurs qui sont contrôlés.

Enfin, le sous-effectif chronique ne permet déjà plus de surveiller les imports et exports français.

Nous n'avons que 25 contrôleurs au Havre qui peuvent faire environ 2 visites par jour et par personne.

C'est ridicule au regard des défis du commerce international, des contrefaçons ou de la circulation des drogues ou de tous les autres trafics illégaux !

Donc nos douanes sont déjà extrêmement faibles. Malgré leur toute leur meilleure volonté, les douaniers ne peuvent déjà pas surveiller correctement les flux commerciaux de la France avec le reste du monde.

Et avec le Brexit, la carte douanière de la France va être redessinée pour faire face à l'urgence, ce qui ne fera que déplacer le problème à terme.

Ce n'est pas avec 700 postes supplémentaires en 3 ans que cela va changer !

Ce sont 700 emplois dès l'année prochaine qu'il faudrait pour pouvoir remonter en puissance.

Lorsque l'on sait qu'un douanier rapporte 7 fois plus d'argent qu'il n'en coûte, c'est un investissement à réfléchir !

Le projet formulé par le gouvernement est bien en deçà des futurs besoins de la France.

Car il ne faut pas oublier que la DGDDI protège les consommateurs.

Ce sont eux qui identifient les contrefaçons et empêchent des produits dangereux pour la santé ou l'environnement ne respectant pas nos normes d'être achetés en France.

Car ce sont les consommateurs qui vont au final pâtir de ce manque de contrôle en ayant des risques de retrouver des jouets de Noël parfois importés au mépris des normes sanitaires les plus élémentaires en France.

La douane a également un rôle auprès des entreprises puisqu'elle travaille directement avec les acteurs de l'exportation et de la logistique.

On se prive donc également d'une fluidité administrative tant réclamée par les entreprises.

Plus de douaniers, c'est plus de certificats d'exportation vérifiés et signés et donc plus de marchandise qui peut circuler, bénéficiant aux entreprises françaises.

C'est un point sur lequel vous devriez être plus vigilants.

La fermeture du bureau secondaire des douanes d'Évreux par exemple inquiète énormément les entreprises de logistiques de l'Eure parce que l'obtention de papiers administratifs va prendre un temps fou.

Ce n'est pas comme cela que l'on rend nos entreprises compétitives.

Au-delà de cette problématique, le budget 2019 est trop insatisfaisant pour que le groupe GDR vote les crédits proposés ce soir.